



Texte de réflexion / n°4

Demain la mort programmée pour tous

Roland Gori¹

9 juin 2024

Publié dans le JDD, le 9 juin 2024

Dissocier l'acte de soin de l'homicide

C'est entendu : nous aurons demain *l'aide active à mourir*, euthanasie, suicide assisté, nul ne sait vraiment. La gestation du modèle français, qui sans nul doute éclairera le monde, passionne la progressosphère, mais désespère la grande majorité des soignants qui ont commerce avec la grande faucheuse.

Ceux qui savent et qui pensent juste, mais ne feront rien par eux-mêmes de ce qu'ils souhaitent imposer sous la menace de l'entrave délictueuse, préparent actuellement un ensemble de dispositions légales destinées à ceux qui ne savent rien de la Grande Morale, mais auront la charge entière de cette fracturation résolue de leur pratique, de leur engagement, de leur éthique même. *Nous, les soignants*. Et sans doute, plus particulièrement, ceux qui exercent en cancérologie et en soins palliatifs. Ce sera notre immense et paradoxal pouvoir, notre punition peut-être pour n'avoir pas été à la hauteur du rêve post-moderne d'une humanité immortelle.

Peu importe. La société, en une unanimité confondante, veut le *mourir dans la dignité*, au lieu de la souffrance irrémédiable dans le silence indifférent des hôpitaux ou pire encore, des EHPAD. Dit comme cela, c'est si simple. Et pourtant si stupide.

Aucun débat démocratique n'a véritablement eu lieu, mais au fond était-ce vraiment nécessaire ? L'habileté communicante et la maîtrise des lieux de pouvoir, par ceux qui ont le temps – et les moyens – d'assurer depuis des décennies cette usure patiente des dernières dignes d'un humanisme raisonnable,

¹ Gilles Freyer, professeur de cancérologie, chef de service d'oncologie médicale aux CHU de Lyon et Saint-Etienne

ne pouvaient conduire qu'à cette seule issue. C'est la loi de Gabor du progressisme moral : comme dans le monde de la technique, tout ce qui est possible finit par être réalisé.

La représentation nationale peut bien débattre sans fin des « garde-fous » d'une loi prétendument équilibrée, tout cela finira comme dans les pays modèles dont nous sommes désormais les pâles suiveurs – Belgique, Pays-Bas, Canada – : 5 à 8 % de tous les décès surviendront ainsi intentionnellement, avec l'inévitable cortège des erreurs et des excès, des appréciations pronostiques erronées, des pressions ignominieuses sur les plus fragiles, des régulations médico-économiques rampantes. Tout cela surviendra nécessairement, sans retour en arrière possible, comme un prix à payer pour les cas, infiniment moins nombreux, de souffrances aujourd'hui mal soulagées ou improprement prises en charge. L'éthique conséquentialiste nous a appris à tolérer qu'un choix moral soit imparfait – oui, certaines souffrances pourraient subsister, car ni l'Homme ni la Médecine ne sont tout puissants – dès lors qu'il est globalement bénéfique ; ici, le principisme moral veut abolir toute forme de mal *a priori* et pour cela il est prêt à créer un plus grand mal encore.

On nous annonce, en forme de lot de consolation, l'arrivée tant attendue des *soins palliatifs pour tous*, encore un droit à inscrire dans la Constitution. Mais avec qui ? Nous n'avons pas formé les médecins nécessaires et les infirmières désertent nos services. Quant aux investissements, ils ne seront pas réalisés car c'est tout simplement impossible : notre pays n'a plus d'argent et les technocrates de la santé ont passé les dernières décennies à fermer des milliers de lits.

Demain donc, la *mort programmée pour tous*, dans les services où j'exerce comme ailleurs, car la Loi s'impose à tous. Faisons les comptes : environ 600 000 décès annuels en France ; sous l'hypothèse basse des 5 %, voici 30 000 êtres humains à faire mourir chaque année. Evitons les week-ends, les fériés, les vacances, disons 200 jours euthanasie-compatibles par an, on arrive à 150 gestes fraternels quotidiens. Où, comment et par qui ? De nombreuses équipes s'y refuseront ; leurs relations avec les malades et les familles s'en trouveront inmanquablement et profondément modifiées, pour ne pas dire dégradées. La Justice guettera les déviants objecteurs de conscience, qui appartiennent déjà à un sulfureux passé réactionnaire. Fera-t-on venir au chevet des mourants des brigades spécialisées en aide à mourir, seringues à la main, vêtues de blouses blanches et de probité candide ?

Qui se préoccupe du séisme qui traversera alors les hôpitaux français, déjà à l'agonie ?

S'il est sans aucun doute une supplique que je souhaiterais adresser à ceux qui auront en charge l'application de la loi, ce serait celle-ci : *s'il vous plaît, pas chez nous ; dissociez l'acte de soin de l'homicide ; créez pour nos malades – et pour les autres – des centres ad hoc destinés à les accueillir, distincts des lieux où ils auront été soignés ; faites gérer ces Maisons du Mourir par l'Etat et non par des tiers, de fiabilité incertaine. Ainsi, peut-être, éviterez-vous le pire et créerez-vous le véritable modèle français, celui qui permettra à notre société de regarder en face ce qu'elle aura elle-même engendré.*

Nous ne voulons pas du faire mourir comme métaphore ultime du désespoir

Il reste la métaphore, à l'échelle individuelle, du désir d'extinction de notre société, devenue *thanatophile*. Les sociétés européennes où l'on ne fait plus d'enfants, où l'IVG est devenue un impératif moral indiscutable et un instrument du déclin démographique, où la répression puritaine de la sexualité *straight* atteint des niveaux inédits, où l'Humain même ne semble plus désirable sur une planète surchauffée, appellent la mort comme délivrance et comme expiation. Nos civilisations sont mortelles, écrivait Valéry. Voici que l'aide à mourir individuelle rejoint l'euthanasie civilisationnelle.

Il est frappant de constater à quel point toute utopie, toute recherche du bonheur est désormais absente de ce nouveau monde orwellien – et thunbergien. La politisation de l'intime, voulue comme révolution par Marcuse, est en voie d'achèvement. Le roc du biologique, selon le mot de Freud, sa sagesse immanente aussi, sont massivement niés, en un immense *hubris* constructiviste. La thanatophilie se nimbe de ce fait d'un très dense halo moral, afin que des considérations respectables conduisent de façon apparemment rationnelle à un but invraisemblable.

L'idéologie de ceux qui rêvent d'associer leur nom à la Loi, comme Haussmann l'inscrivit dans la pierre, ou de Gaulle dans l'Histoire, plie les faits à leur volonté mais ne modifiera jamais ce que nous sommes : des orgueilleux qui se veulent thaumaturges, en réalité de pauvres créatures dont les comportements et

même les désirs sont implacablement déterminés, réduites à presque rien au moindre dérèglement organique.

Dans un monde où le ciel n'est plus habité et où plus rien ne justifie une quelconque transcendance, où l'individu est devenu le roi d'un royaume vide, aucune frénésie progressiste ne changera cela ni ne nous rendra plus heureux. Nous, soignants, le savons bien, car nous le vivons chaque jour auprès des malades et des indigents. C'est pour cela que.